

# débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 63 | 15 avril 2005

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@wanadoo.fr](mailto:debatmilitant@wanadoo.fr) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

## Sommaire

- [L'effet boomerang en action, la crise mûrit, faisons campagne pour œuvrer à la convergence des mécontentements](#)
- [Le PCF presse « la » gauche de se rassembler après le 29 mai, Buffet ne dit pas non à Hollande](#)
- [1978-2005, Karol Wojtyla, pape du triomphe de l'économie de marché](#)
- [Note sur le Venezuela : rectificatif et arguments](#)
- [1905, au début du siècle passé, l'année des ruptures](#)

## L'effet boomerang en action, la crise mûrit, Faisons campagne pour œuvrer à la convergence des mécontentements

L'heure est aux grand messes : sans crainte du ridicule, Chirac a commandé la sienne sur mesure jeudi soir, sous les lustres de l'Élysée, avec gentils animateurs, face à 80 jeunes pris en main depuis une semaine et triés sur le volet. Deux jeunes militants de la LCR et d'Attac ont été exclus de la sélection, une fois repérés... Le Show était à mille lieues des préoccupations de la population, de celles des jeunes présents aussi, qui, Chirac peut se rassurer, n'ont pas peur et entendent bien exister pour lui dire non, non à ses mensonges, non à la tromperie, non à cette Europe des classes privilégiés.

Au même moment où Fillon fait donner de la matraque contre les lycéens, le show de Chirac traduit la panique du gouvernement et du « camp du Oui », de droite comme de gauche. C'est bien eux qui ont peur de la gifle que la grande majorité de la population se prépare à leur donner.

Dans l'autre camp, celui de la contestation et de l'avenir, la jeunesse lycéenne a donné ces dernières semaines une leçon d'audace, de dignité et de politique.

### Le camp de la contestation

Des lycéens ont continué par centaines à bloquer ou occuper des lycées, des inspections académiques, des préfectures, s'opposant physiquement aux forces de police. Avec le soutien solidaire et la participation d'enseignants et de parents d'élèves, mais dans le silence quasi total des directions syndicales, ils ont continué à défier le Parlement et Fillon qui déclarait il y a quelques jours « *la loi a été votée, jamais je n'accepterai qu'on remette en cause le travail du suffrage universel* ». Les syndicats comme les partis parlementaires sont restés indifférents, paralysés face à la révolte de la jeunesse.

Cette nouvelle génération militante qui s'est forgée en quelques semaines, a trouvé les moyens de peser sur la situation, elle y imprime sa marque, tout en faisant une expérience politique accélérée.

Les salariés et la jeunesse ont fait basculer la situation. La démonstration de force du 10 mars,

malgré l'absence de perspectives des directions syndicales, a changé le climat. Le monde du travail a retrouvé confiance en lui, la conviction d'être dans son bon droit. La multitude de luttes en cours en témoigne : la grève des salariés de Radio France pour 270 euros par mois, qui a éclaté en pleine agonie du pape et a su résister à de multiples pressions, comme les nombreuses grèves sur les salaires ou l'emploi qui éclatent dans le privé, ou encore les luttes qui se développent dans les hôpitaux contre la baisse des budgets, contre une situation intenable fruit de plus de 20 ans de reculs... Et dans toutes ces luttes, les jeunes salariés sont souvent aux avant postes.

La volonté de rendre les coups, d'exiger notre dû, de leur dire Non prend de l'ampleur, renforcée par la crise politique en cours et la panique de tout le petit monde politicien.

### Dérisoire agitation politicienne

Au parti socialiste, la déconfiture est réjouissante. Chaque tentative de montrer une différence ne fait que souligner que la gauche libérale n'a pas d'autre politique que la droite. Dernier en date, Jospin, lançant sa propre campagne, a expliqué que le rejet du traité *« ne changerait rien ni à la présidence de Chirac ni à ce gouvernement ou à celui qui lui succédera »* (on est prévenu), ajoutant qu'il trouvait le climat *« malsain »* : *« les Français ont envie de dire merde à quelqu'un ou à quelque chose »*... sans blague !

Le plan de carrière de Hollande semblant quelque peu compromis, chacun tente sa chance : Delors a ainsi fait son retour au congrès de la CFDT. Venu supporter Chérèque, il a promis un *« cataclysme politique »* si le Non l'emportait. Quant à Cohn-Bendit, pris à partie lors d'un meeting, il s'en est pris avec sa grossièreté naturelle aux *« nervis trotskistes »* : *« La dernière fois que j'ai été accueilli de cette façon, c'étaient par les fachos chasseurs. Vous êtes de la même espèce »*.

Fabius, dans le « camp du Non », a choisi cette semaine les salons chics d'une banque de la Place Vendôme à Paris pour faire campagne. L'ancien ministre des Finances s'est dit heureux de se *« retrouver dans un lieu qui n'est pas désagréable »* devant un parterre de patrons *« créateurs des emplois de demain »*... Quant à Emmanuelli, Mélenchon et consorts, qui se sont brutalement découverts « anti-libéraux », leurs effets de manche ont du mal à masquer leur ambition électorale.

La majorité des partis parlementaires sont aujourd'hui discrédités. Le Parlement apparaît plus que jamais en total décalage avec l'opinion publique : alors que le Non domine dans tous les sondages, lors du débat sur la Constitution à l'Assemblée il n'y a eu à la tribune qu'une seule voix, celle de Buffet, pour s'exprimer pour le Non...

### Débattre de la nécessité d'un plan d'urgence pour unifier les luttes

En rupture avec l'agitation des partis de gouvernement, nous menons une campagne d'ensemble dans les syndicats, dans le mouvement social et politique, comme dans les collectifs et les comités : une campagne pour aider à la convergence des luttes, à leur généralisation, pour regrouper autour des exigences que le monde du travail est en train de formuler, une campagne qui s'appuie sur les expériences des mobilisations, aidant à l'émancipation des idées réformistes, amplifiant les ruptures en cours.

*« Emploi, éducation, pouvoir d'achat... Ca va craquer ? »* interrogeait jeudi *Le Parisien*. Oui, probablement et c'est nécessaire comme est nécessaire un plan pour unifier le monde du travail. Le patronat a un plan pour mener son offensive, il faut aux travailleurs un plan pour mener notre propre contre-offensive, pour unifier nos forces autour de nos revendications et faire le lien entre la lutte sociale et politique.

Par delà le Non au traité, la campagne pour le Non permet de faire ce lien, elle peut aider à renforcer la classe ouvrière, à unir les forces pour les prochaines étapes de la mobilisation. Dans les comités comme partout où nous militons, nous menons une politique d'unité démocratique en mettant au débat avec tous les militants le nécessaire plan d'action pour les luttes. Cette politique que nous soumettons à tous, c'est une politique pour maintenant comme pour après le 29 mai. La victoire du Non sera un encouragement, un coup à l'adversaire, mais ce qui comptera c'est la mobilisation et l'intervention des travailleurs.

La journée internationale du 1<sup>er</sup> mai est d'ores et déjà un prochain rendez-vous du monde du travail, un nouveau succès annoncé qui affirmera l'unité de la classe ouvrière. Et la pression des

militants, l'envie de marquer le coup le lundi de Pentecôte, de contre-attaquer fait que la plupart des syndicats, malgré des hésitations, appellent finalement à la grève pour ce jour là. La préparation de cette journée, comme celle de ses suites, est l'occasion de discuter largement de la politique nécessaire pour faire prévaloir les exigences des classes populaires.

Carole Lucas



Le PCF presse « la » gauche de se rassembler après le 29 mai,

## Buffet ne dit pas non à Hollande

« *L'Europe que nous voulons n'est pas celle des Chirac, Sarkozy, Seillière, Berlusconi... Non à la constitution Giscard* » : le slogan s'affichait en grand hier soir sur la scène du Zénith au meeting du PCF. Tony Blair ? Gerhard Schröder ? José Luis Zapatero ? Oubliés les tenants du social-libéralisme au pouvoir en Angleterre, Allemagne ou Espagne.

Significativement, Marie-George Buffet a concentré le tir contre Chirac et l'UMP. « *C'est un traité de droite, c'est normal que la droite se mobilise* » a-t-elle martelé, alors que le chef de l'État s'exprimait au même moment sur TF1. Autrement significatif, ce « chut » d'une partie de la salle après qu'une voix se soit étonnée : « *Il est où le Parti socialiste ?* »

### Un « non de gauche » à la rencontre du « oui de combat »

La secrétaire nationale du PCF a évidemment tancé les partisans du « *oui de combat* » qui, à l'instar de François Hollande, amalgament le « non » des Le Pen, Villiers et Pasqua au « *non de gauche* ». Mais elle a d'abord pris soin d'écarter l'idée d'un « *schisme à gauche* » ou d'une « *défaite en 2007* ». Marie-George Buffet s'est employée ensuite à souligner les rapprochements possibles entre les tenants du « *oui de combat* » qui défendent, selon elle, le « *compromis* » constitutionnel pour mieux le dépasser et ceux qui le rejettent à gauche. Elle s'est bornée à remarquer qu'« *il vaut mieux se battre avant qu'il ne soit signé* », dégageant ainsi la perspective pour les combats à mener en commun à l'horizon 2007.

Et pour ceux qui n'avaient pas encore compris que le temps des retrouvailles avec les partisans du « oui » à gauche étaient dans le calendrier du PC, la dirigeante communiste a conclu qu'avec la campagne du « non » au référendum « *une porte s'ouvre sur l'espoir* » et a promis — tonitruante — un « *accueil enthousiaste* » aux partisans du « oui »... François Hollande dont le nom n'a été prononcé qu'après deux heures trente de meeting appréciera l'invitation ! Toutes celles et tous ceux qui militent pour un « non » de rupture avec le social-libéralisme également !

La secrétaire nationale du PCF a fixé le cap. La majorité des intervenants qui se sont succédé à la tribune ne l'ont pas démentie. Nombre d'entre eux ont participé ou participent à des coalitions avec le Parti socialiste dans les conseils municipaux, généraux et régionaux ; Mélenchon comme Buffet étaient du gouvernement Jospin ; les uns et les autres ont naturellement vocation à rejoindre une énième mouture d'union de la gauche, qu'elle soit labellisée gauche plurielle ou durable : l'ouverture de Buffet ne pouvait les étonner.

On a vu ainsi Francine Bavay et Claire Villiers, toutes deux vice-présidentes du Conseil régional d'Île-de-France qui cohabitent sans mal avec les socialistes à la tête de la région, vilipender cette Europe libérale approuvée et mise en œuvre par les sociaux-libéraux et leurs alliés gouvernementaux... Verts et communistes entre 1997 et 2002. Mais du bilan de la gauche plurielle, de son ralliement à l'Europe capitaliste à Amsterdam en 1997, à Nice en 2001, à Barcelone en 2002 il n'a jamais été question, sinon à travers une allusion fugitive de Buffet à l'expérience Jospin qui « *a déjà même si la gauche a travaillé* ».

Comble de l'ironie, la salle a applaudi à tout rompre Fausto Bertinotti, secrétaire du Parti de la Refondation Communiste d'Italie et président du Parti de la gauche européenne, qui s'apprête à s'allier à Romano Prodi l'ancien président de la Commission européenne de 1999 et 2004 et déjà président du

Conseil italien entre 1996 et 1998.

Le leader du centre gauche italien avait endossé à la fin des années 90 en Italie une politique de privatisations et de remise en cause des acquis ouvriers, une orientation à laquelle souscrira Jospin et la gauche plurielle en France pendant cinq ans. Tout un programme... social-libéral !

Et Romano Prodi est non seulement un partisan de la constitution européenne, mais c'est un de ses principaux artisans : c'est sous sa présidence que le projet de Traité a été concocté. « Voter "oui" pour la Constitution, c'est aussi voter pour l'«Europe sociale» et tous ses bienfaits » expliquait-il en juillet dernier après son adoption en Conseil européen les 17 et 18 juin 2004.

Cela n'empêche nullement Bertinotti d'appuyer le retour aux affaires de Prodi ou d'un de ses proches. Et cela ne gêne pas plus Buffet et consorts d'envisager de revenir au pouvoir en 2007 avec les socialistes.

## **Apporter une réponse révolutionnaire à la radicalité qui s'exprime**

Face aux meccanos qui se mettent en place pour rééquilibrer la gauche au profit des communistes et de leurs partenaires du « non de gauche », l'irruption au Zénith de quelques dizaines de lycéens le poing levé a témoigné du décalage entre les objectifs gouvernementaux des directions réformistes représentées à la tribune et les préoccupations des acteurs des luttes en cours.

« Vous avez une place dans ce meeting ; vous avez une place dans la rue » ont lancé ces jeunes matraqués par la police et lâchés par les appareils syndicaux. Pour briser l'isolement des lycéens qui ne cèdent rien de leur combativité devant l'autisme de Fillon, « la solution, c'est que les syndicats nous rejoignent dans la rue ; c'est qu'ils appellent à la grève » ont-ils fait valoir. Cette prise de parole des lycéens faisait écho à l'intervention d'Olivier Besancenot, insistant sur les mobilisations, et en particulier sur la possibilité de transformer le lundi de Pentecôte en grève générale du public et du privé contre Raffarin et sa politique.

L'influence du « non » se nourrit de cette poussée du mécontentement et des luttes. Les premiers sondages donnant la victoire au « non » coïncident avec la vague de manifestations contre les effets de la politique de la droite et du Medef. À la différence de 1992 où les souverainistes de droite et de gauche dominaient, cette campagne pour le « non » est porteuse d'une rupture avec le libéralisme de Chirac, Raffarin et Sarkozy comme avec celui de la gauche gestionnaire qui s'y rallie ouvertement ou s'en accommode -à commencer par le PCF de Marie-George Buffet ministre pendant cinq années de Lionel Jospin. Mais elle peut pareillement déboucher sur une remise en selle de formations qui se préparent à rééditer en 2007 ce qui n'a pas marché entre 1997 et 2002, et qui ne peut amener que de nouvelles désillusions.

Ce potentiel qui se manifeste pour une rupture avec le social-libéralisme et l'émergence d'un parti représentant les intérêts des travailleurs et des jeunes en lutte s'exprime depuis le grand mouvement de grèves de novembre-décembre 1995 sans trouver à ce concrétiser ; et l'arrivée de la gauche plurielle au pouvoir en 1997 -moins de cinq ans après sa déroute de 1993- rappelle que le risque existe que ces aspirations à un changement véritable soient dévoyées, détournées du terrain du combat contre la bourgeoisie, enfermées dans le cadre institutionnel.

Il n'y a pas de solution gouvernementale sans rupture révolutionnaire. Laisser accroître l'inverse en taisant les ambitions des Buffet et Mélenchon serait la pire des choses aujourd'hui pour les partisans du « non » anticapitaliste et révolutionnaire.

Aussi fortuite qu'elle soit, la concomitance de l'intervention télévisée de Chirac et de ce meeting symbolise la place que le PCF a prise dans la campagne du Non. Les révolutionnaires y défendent leurs propres positions, sans taire la responsabilité de leurs partenaires des comités pour le « non » qui ont été pendant vingt ans au pouvoir et en étant de plain pied dans l'arène même de la lutte pour gagner l'influence des travailleurs et des jeunes engagés pour faire triompher le « non ».

L'extrême gauche a acquis un capital. Le faire fructifier, c'est dessiner une alternative aux vieux appareils, s'appuyer sur la double campagne commune LCR-LO en 2004 dont les meetings attestaient des attentes existant dans la classe ouvrière combative pour un renouveau. S'engager ensemble dans la bataille référendaire aurait du apparaître comme naturel. Ni l'une ni l'autre des deux organisations n'a pris l'initiative d'une proposition unitaire à même de déporter le centre de gravité de la campagne du « non » des réformistes vers les révolutionnaires.

## Affirmer un Non de classe, internationaliste, débattre des perspectives

La direction Buffet entend poursuivre l'orientation qu'elle a inaugurée lors des régionales en Île-de-France. Sa marge de manœuvre demeure réduite face aux oppositions internes des orthodoxes et des huistes, mais elle est portée par le souffle du non au sein du PCF et par l'absence au dehors d'une opposition des révolutionnaires à son projet. Elle joue son va-tout.

La Gauche populaire et citoyenne représente à l'échelle d'une région ce qu'il adviendrait si les militants d'extrême gauche laissaient le terrain aux partisans du rassemblement de « *la gauche de la gauche* » — politique, syndicale et associative — sur des bases réformistes.

Au cœur de la mêlée, l'alternative révolutionnaire se défend dans les réunions locales jusqu'aux meetings centraux. Elle peut peser et rencontre un large écho de sympathie comme en témoigne les applaudissements qui ont accueilli les propos d'Olivier Besancenot. Mieux, le regain des luttes est un encouragement et une vérification. Les mobilisations et la conscience de classe qu'elle aiguise sont un atout pour démontrer le piège des solutions éculées que d'aucuns cherchent à imposer et surtout ancrer dans le monde du travail une force nouvelle, démocratique et révolutionnaire.

Serge Godard



## 1978-2005, Karol Wojtyła, pape du triomphe de l'économie de marché

C'est un fervent défenseur de l'ordre social imposé par les classes possédantes qui vient de disparaître, doublé d'un intégriste réactionnaire, adversaire acharné de tous les droits que les luttes ont permis de gagner là où elles ont fait reculer l'obscurantisme religieux, droit au divorce et à l'avortement, contraception, liberté sexuelle. Jean-Paul II, ce grand défenseur du « *droit à la vie* » se sera permis de prêcher aux populations africaines, décimées par le sida, l'interdiction du préservatif, il aura refusé le droit d'avorter à des femmes qui avaient été violées par des soldats lors de la guerre en ex-Yougoslavie.

Il se sera signalé également par la remise au pas de l'Eglise catholique en Amérique latine, contaminée à ses yeux par la théologie de la libération.

Mais les années de son règne, 1978 à 2005, sont d'abord celles qui ont vu le développement d'une nouvelle phase de la domination capitaliste, le libéralisme impérialiste. Ce sont les années où le capitalisme a reconquis l'ensemble de la planète. C'est pourquoi ils lui ont tous rendu hommage, tout ce que compte le monde, ou à peu près, de chefs d'Etat ou de sectes religieuses officielles autres que l'Eglise catholique. Solidarité bien comprise entre représentants des classes dirigeantes tenant à saluer l'un des leurs, certes, mais jamais auparavant, la mort d'un pape n'avait donné lieu, en autant d'endroits du monde, à des manifestations officielles. Le Vietnam et la Chine ont présenté leurs condoléances, Cuba a décrété un deuil de trois jours.

« *Pasteur universel* », comme l'a dit la presse, Jean-Paul II ? Pape d'un capitalisme devenu universel, bien plutôt.

« *Le témoin d'un monde qui bascule* », titrait l'éditorialiste du journal *Les Echos* le 4 avril dernier. Son intronisation comme pape, en 1978, coïncide avec les débuts de l'offensive de la mondialisation capitaliste. Un an plus tard, Thatcher accédait au poste de Premier ministre en Grande Bretagne et, en 1980, Reagan remportait l'élection présidentielle aux Etats-unis. Il n'y a pas là qu'une simple coïncidence de dates.

« *N'ayez pas peur ! Ouvrez toutes grandes les portes pour le Christ ! A son pouvoir salvateur, ouvrez les frontières des Etats, les systèmes économiques et politiques, les vastes champs de la culture, de la civilisation et du développement !* » Les paroles qu'il prononce lors d'une de ses premières messes, à Rome, prennent une résonance particulière, après vingt ans d'offensive et de mondialisation capitalistes. Derrière le message évangélique, c'est l'ouverture des économies qui échappent encore au marché capitaliste et à la pénétration des trusts que le nouveau pape prône.



Dit autrement, c'est la « *lutte contre le communisme* », une croisade que le nouveau pape mène, dès son élection, en Pologne dont il est originaire.

« *Lutte contre le totalitarisme communiste* », « *lutte pour la liberté* », la propagande de l'impérialisme s'appuie sur le visage repoussant qu'offrent les régimes qui ont usurpé le nom de communiste.

Cela fait longtemps déjà que la bureaucratie stalinienne, au terme d'une véritable guerre civile à rebours, une contre-révolution, a réduit les masses ouvrières et paysannes russes au silence et impose à toute la population une dictature féroce pour préserver ses privilèges. A l'échelle internationale, elle joue depuis le milieu des années 30, un rôle consciemment contre-révolutionnaire. A la fin de la deuxième guerre mondiale, elle s'allie ouvertement aux puissances impérialistes pour juguler les risques de révolution en Europe, en particulier dans les pays de l'Est. C'est dans le cadre des accords de Yalta que l'armée rouge occupe la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et y remet en selle les vieux appareils d'Etat d'avant-guerre. Et lorsque, la situation s'étant stabilisée en Europe, l'impérialisme y reprend l'offensive à travers le plan Marshall, c'est pour les garder sous sa coupe et les isoler du marché mondial que la bureaucratie soviétique étatisé leur économie, élimine leur personnel politique autre que les partis communistes dont elle s'assure l'obéissance à coups de purges sanglantes. Rien à voir là-dedans avec le communisme, qui, ne saurait, soit dit en passant, s'imposer par la violence militaire. C'est toute la population qui subit ce terrorisme dictatorial, et à aucun moment, la classe ouvrière de ces pays n'a ressenti ces régimes comme les siens.

A la fin des années 70, en Pologne, la classe ouvrière a déjà une longue tradition de luttes, elle s'est mobilisée et a ébranlé le régime à plusieurs reprises, en 1956 et en 1970, deux ans après une révolte de la jeunesse étudiante, puis en 1976. Mais il n'y a, alors, guère d'autres perspectives que celles offertes par des forces social-démocrate ou religieuse et la plupart des réseaux de résistance composés d'ouvriers et d'intellectuels sont animés par des militants catholiques.

Lorsque le pape, lui-même ancien archevêque de Cracovie, vient en Pologne en 1979, il reçoit un accueil triomphal, véritable défi au régime.

Un an plus tard, ce sont les grandes grèves démarrées aux chantiers navals de Gdansk, dont Lech Walesa est le dirigeant le plus populaire. Les travailleurs polonais, soutenus par l'ensemble de la population, font plier le régime et lui imposent leurs revendications, ainsi qu'un peu plus tard, la reconnaissance officielle de leur syndicat Solidarnosc. Mais en décembre 1981, c'est le coup d'état du général Jaruzelski, et la répression s'engage contre les militants ouvriers et Solidarnosc.

L'oppression exercée par un régime stalinien dictatorial, les luttes de la classe ouvrière polonaise ont pu dans ces années-là, accréditer l'idée que la lutte contre le « communisme » se confondait avec la lutte pour la liberté et le bonheur des peuples.

Vingt ans plus tard, les visées que poursuivait l'impérialisme apparaissent au grand jour, la mainmise des trusts sur l'économie mondiale, leur rapacité, l'exploitation des ressources naturelles et du travail humain. Il fallait pour cela que soit rétabli le capitalisme en URSS, la propriété privée, abattues les barrières érigées par la révolution russe. C'est ce qu'a fait, non une victoire de l'impérialisme, mais la bureaucratie soviétique elle-même, elle qui souhaitait depuis si longtemps, sans l'oser, rétablir la propriété privée.

Les innombrables voyages de Jean-Paul II à travers le monde ont accompagné la progression de l'offensive du libéralisme impérialiste, il en a été un des commis voyageurs les plus tenaces, savourant sa victoire lorsqu'il a pu mettre le pied, en janvier 1998, à Cuba, dont les dirigeants ont tenu à lui faire allégeance en décrétant pour sa mort un deuil national de trois jours.

Il n'a eu de cesse, tout au long de son règne, de vanter l'« *économie de marché* », « *un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée et de la responsabilité qu'elle implique dans les moyens de production, de la libre créativité humaine dans le secteur économique* ».

Dans les années 90, depuis que se révèle dans toute sa brutalité le capitalisme triomphant, Jean-Paul II n'a pas ménagé pas les bonnes paroles contre le « *capitalisme sauvage* » ou le « *libéralisme excessif* », il a affiché une volonté de trouver « *des solutions au problème de la dette extérieure* » des pays pauvres, en se gardant bien, toutefois, « *de remettre en cause le principe selon lequel un emprunt contracté doit être honoré* », comme le rappelle *La Tribune* qui titre par ailleurs, toujours à propos du pape : « *Ni Adam Smith, ni Karl Marx* ».

Celui qui avait été baptisé le « pape des ouvriers », Léon XIII s'était penché sur la condition

ouvrière dans une de ses encycliques, en 1891. Il s'agissait pour l'Eglise de conserver une influence et une autorité sur les populations ouvrières attirées par le mouvement socialiste en pleine croissance.

Jean-Paul II, lui, cherchait à se donner une allure altermondialiste, pour continuer l'essentiel de son travail de porte-parole de la réaction, à savoir prêcher la soumission, la résignation et le renoncement au bonheur sur cette terre.

*Galia Trépère*



## Note sur le Venezuela : rectificatif et arguments

Une erreur s'est glissée dans l'article de *DM* N° 61 sur le Venezuela et il faut la corriger. Dans l'article, il est écrit :

*« Mais quelle politique mène-t-il (le gouvernement Chavez) concrètement depuis sa victoire à l'élection présidentielle en 1998 et sa réélection en 2000 ? A-t-il nationalisé le complexe pétrolier qui s'assure de juteux profit quand les masses vivent dans la misère ? Il n'en défend pas la nécessité. A-t-il exproprié les grands propriétaires terriens qui exploitent et affament le prolétariat des villes et des campagnes ? Il refuse de remettre en cause la propriété privée. »*

Nous reviendrons dans les prochains numéros sur la « révolution bolivarienne », la politique de Chavez ou celle de Lula, leurs rapports..., tant parce qu'il s'agit de problèmes centraux de la lutte de classes que parce que ces questions politiques ont un lien, plus direct qu'il ne peut apparaître, avec les débats sur la force anticapitaliste, le regroupement de la gauche de la gauche et la construction du nouveau parti.

D'abord nous voudrions corriger les erreurs et donner quelques éléments de réflexion.

Quels sont les faits, en résumé, sans tomber dans la propagande du gouvernement ni dans des erreurs d'appréciation ? La propriété des hydrocarbures a été nationalisée au Venezuela en 1976 et l'on a créé la même année PDVSA, entreprise étatique de production, distribution, exportation et raffinement du pétrole et du gaz.

Un conflit important a eu lieu à la fin 2002-début 2003 avec la grève générale à PDVSA impulsée par l'opposition bourgeoise, qui en réalité visait à une nouvelle tentative de coup d'Etat. Le gouvernement Chavez a vaincu, a mis à la porte plusieurs milliers de cadres de l'entreprise et a pris sa direction. Il a pu ainsi s'assurer le contrôle, jusqu'à certain degré bien sûr, de la « rente pétrolière ». Cette rente était gérée par la bureaucratie de PDVSA, pour les affaires, la corruption et « tercerisation ».

Chavez a changé ce mécanisme afin d'être en mesure d'utiliser la rente, qui s'est accrue considérablement avec l'augmentation du prix du pétrole, pour sa politique sociale. L'Etat dispose maintenant d'une bonne marge économique de manœuvre.

Cependant la politique pétrolière n'a pas changé. Comme résume la CEPAL (Commission Economique de l'Amérique Latine de l'ONU) dans son travail *La inversión extranjera en América Latina y el Caribe* (2004)

*« Les difficultés politiques du Venezuela, le pays qui dispose des réserves de pétrole et gaz les plus importants de l'Amérique latine n'ont pas empêché la réalisation de nouveaux investissements des grandes entreprises transnationales. »* La loi de 1999 a favorisé ces investissements, entre autres ceux de Total de 4000 millions de dollars. Une nouvelle priorité est l'exploitation de la Plateforme Del Tana pour fournir les Etats-unis, avec l'intervention de Chevron Texaco, Conoco Philips et Statoil, avec un investissement de 3 800 millions de dollars pour la période 2004-2009. (pp. 64-66).

En même temps, Chavez et PDVSA examinent un changement global de leur activité : se détourner des investissements des Etats-Unis et d'Allemagne, passer des alliances avec la Chine et la Russie, construire des nouveaux oléoducs et gazoducs, structurer un nouveau schéma d'exploitation du gaz du cône Sud avec la Bolivie, Petrobras (Brésil) et Ennager (Argentine) qui aura comme partenaire principal Repsol (la grande entreprise espagnole et catalane avec une forte intervention de fonds de pension des Etats Unis). Il n'y a pas dans l'ensemble de ces éléments ce qu'on pourrait appeler une

politique anti-impérialiste (ou anti-capitaliste) d'exploitation du pétrole et du gaz. Par contre, cette politique provoque des affrontements avec les gouvernements des Etats-unis et certains groupes de pression pétrolier et un essai de réorganisation du marché mondial.

Le contrôle ouvrier de PDVSA n'existe pas et, en réalité, il est incompatible avec le régime politique actuel.

De ce point de vue, la dynamique du gouvernement Chavez ne ressemble pas à celle de Castro entre 1959 et 1961 et elle est beaucoup plus proche de celle des gouvernements nationalistes comme celui de Perón en Argentine en 1946 ou de Nasser en Egypte en 1956.

L'agression de l'impérialisme est bien réelle ; le gouvernement Bush considère Chavez comme un « facteur de perturbation » qu'il faut combattre et même comme un gouvernement qui appuie le terrorisme. Une politique d'agression y compris militaire est mise en oeuvre. Nous dénonçons Bush et manifestons notre solidarité avec le peuple vénézuélien contre les agressions impérialistes et les coups d'Etat de l'opposition bourgeoise, sans taire les désaccords avec la politique de Chavez.

Le gouvernement du Venezuela qui n'a pas avec l'impérialisme la même relation que Lula, essaie aussi d'éviter un affrontement global. Cela s'illustre dans, par exemple, ses relations avec la Colombie ou, de façon plus générale, dans son régime politique et la préservation de l'appareil de l'Etat.

L'affrontement avec l'impérialisme et les attaques du gouvernement contre tel ou tel secteur de la bourgeoisie et même l'expropriation de certains latifundios ou entreprises ne font pas de la « révolution bolivarienne » une révolution prolétarienne, un processus de révolution permanente, et de Chavez et son parti une direction révolutionnaire qui s'approche du socialisme.

Une observation de Trotski sur les expropriations qu'effectuait la bureaucratie stalinienne en Europe de l'Est peut nous aider à comprendre où se situe l'axe de notre réflexion :

*« Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre... mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. » (L'Urss dans la guerre, Coyoacán, septembre 1939.)*

**Marcelo N.**



## 1905, au début du siècle passé, l'année des ruptures

L'actualité, les débats autour de l'islamisme politique et la question du voile et, en conséquence, le débat sur la laïcité ont donné une signification particulière à la commémoration du centenaire de l'année 1905, année où la loi sur la laïcité fut votée.

Un autre événement, celui-là dans le domaine de la science, fait la une de l'histoire officielle et fait de 1905 l'année où Einstein révolutionna la physique. L'histoire du mouvement ouvrier et des luttes d'émancipation retiendrait plutôt la première révolution russe, la répétition générale de 1917 ou le congrès de fondation de la SFIO. Mais plutôt que de dissocier ces immenses progrès fruits de l'activité humaine, du travail, il s'agit d'essayer de les saisir dans leur globalité, qui fait le contenu de cette année du début du siècle dernier, « année charnière » selon l'expression de Michel Huguier<sup>1</sup>.

Cette année charnière vit l'aboutissement des forces en développement qui travaillaient la société tant sur le plan des techniques, des sciences, des rapports sociaux que de la politique, l'art et la culture.

La conjonction de ces événements, révolution scientifique, révolution politique et sociale, est loin d'être fortuite, elle est la résultante d'une accumulation de progrès dans l'ensemble de ces domaines, de transformations sociales qui s'opèrent dans le cadre d'une crise, d'une mutation du capitalisme et aboutissent à un bouleversement général, saut qualitatif, révolution dans tous les domaines de la vie

---

<sup>1</sup> 1905, une année charnière, Michel Huguier, L'Harmattan.



sociale, politique, intellectuelle.

« *Le tournant d'un siècle à l'autre a été vertigineux, écrit Victor Serge<sup>2</sup>. Je me souviens de mon émerveillement d'enfant à voir passer dans la rue les premières « voitures sans chevaux ». L'automobile naissait. J'ai été crieur de journaux pendant le premier circuit d'aviation organisé en France ; ce devait être en 1900. L'exploit de Blériot traversant la manche en avion déchaînait l'enthousiasme. J'ai connu l'éclairage des demeures au pétrole, puis au gaz, l'électricité ne pénétrant encore que dans les intérieurs riches. J'ai guetté le passage dans la rue d'allumeurs de réverbères, magique personnage... Les illustrés de ces temps lointains étaient pleins d'images de roi et d'empereurs : l'empereur de Russie, l'empereur d'Allemagne, l'empereur d'Autriche-Hongrie, l'impératrice de Chine, le sultan de la Sublime porte... Sur l'écran des premiers cinémas, des régimes défilaient très vite, d'un pas saccadé, et ces images animées étaient stupéfiantes. On parlait aussi des rayons X qui permettaient de voir à travers le corps humain... »*

Il n'y a pas un domaine de l'activité humaine qui reste en dehors des bouleversements. Les progrès techniques obligent à tout repenser, y compris dans les choses de la vie quotidienne.

1905, c'est aussi l'année du premier... « code de la route » réglementant entre autres l'usage du klaxon.

Une science nouvelle apparaît avec le développement de l'industrie et des villes, les premiers gratte-ciel, l'urbanisme. Freud publie *Trois essais sur la sexualité* qui révolutionne le regard que les hommes porteront sur les enfants. La compréhension du temps et de l'espace est radicalement transformée, comme celle que l'on a de la couleur, tant du point de vue de la physique que de l'art. Le fauvisme poursuit la révolution ouverte deux décennies plus tôt par les impressionnistes et qui aboutira au cubisme...

Exprimant le contenu historique de la période où s'étaient formées les contradictions qui convergeaient vers la crise et les bouleversements de l'année 1905, Trotsky<sup>3</sup> écrivait en juin 1905 : « *Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis 1848, plus d'un demi-siècle de conquêtes incessantes du capitalisme dans le monde entier ; plus d'un demi-siècle pendant lequel la bourgeoisie a manifesté sa soif démente d'une domination pour laquelle elle n'hésite pas à se battre avec férocité.[...] En liant tous les pays entre eux par son mode de production et son commerce, le capitalisme a fait du monde entier un seul organisme économique et politique. De même que le système moderne du crédit rattache des milliers d'entreprises par d'invisibles liens et donne au capital une mobilité incroyable, qui permet d'éviter beaucoup de petites faillites, mais est en même temps la cause de l'ampleur sans précédent des crises économiques générales, de même, les efforts économiques et politiques du capitalisme, son marché mondial, son système de dettes d'Etat monstrueuses, et les groupements politiques de nations qui rassemblent toutes les forces de la réaction dans une sorte de trust mondial n'ont pas seulement résisté à toutes les crises politiques individuelles, mais également préparé les bases d'une crise sociale d'une extension inouïe* ».

L'année charnière était la résultante des forces qui avaient façonné l'impérialisme et créé les conditions qui firent du XX<sup>ème</sup> siècle, le siècle des guerres et des révolutions, selon l'expression de Lénine. Elle était une étape où se confrontaient les forces de progrès et celles de la réaction. Les progrès accumulés dans le cadre du capitalisme se confrontaient avec ce cadre de la propriété privée devenu trop étroit tant pour les nouvelles techniques que pour les progrès de la démocratie. Année de compromis entre ces forces contradictoires, répétition générale aussi comme l'écrivait Trotsky à propos de la première révolution russe.

Un parallèle vient à l'esprit entre le début du siècle dernier et les nouveaux bouleversements que connaît le monde aujourd'hui. Les échecs du siècle écoulé comme la marche en avant de l'humanité malgré les victoires de la réaction reposent aujourd'hui, à un autre niveau, les problèmes que le développement social avait posés alors. Ils s'étaient focalisés dans le débat qui divisait le mouvement ouvrier, « *Réforme ou révolution* », selon le titre d'une brochure de Rosa Luxembourg. Le débat retrouve toute sa pertinence.

« *C'est la technique industrielle et scientifique du mode moderne qui rompt brutalement avec le passé et met les peuples de continents entiers devant la nécessité de recommencer la vie sur des bases nouvelles. Que ces bases doivent être, ne peuvent être que d'organisation rationnelle, de justice sociale,*

---

<sup>2</sup> *Mémoire d'un révolutionnaire*, Victor Serge

<sup>3</sup> 1905, Trotsky, Les éditions de minuit

*de respect de la personne humaine, de liberté, c'est là pour moi une évidence qui s'impose peu à peu à travers l'inhumanité même du temps présent.* » Ces lignes de Victor Serge sont d'une pleine actualité.

*Débat militant* se propose de revenir dans ses prochains numéros sur les principaux événements qui ont fait 1905 : l'évolution impérialiste du capitalisme, les progrès des sciences et des techniques, la révolution russe, le congrès de fondation de la SFIO, la loi sur la laïcité...

Il nous est apparu très utile pour tenter de mieux saisir les transformations qui s'opèrent et dont nous voudrions être les acteurs, de revenir sur les mutations qui avaient ouvert les portes aux bouleversements qui ont fait le siècle passé.

Il ne s'agit pas de procéder par simple analogie mais de chercher à comprendre la courbe du développement de la société, et de la lutte entre le capital et le travail. La compréhension du passé éclaire les mécanismes en œuvre aujourd'hui et peut nous aider à en saisir la portée pour mieux définir notre projet politique et intervenir au cœur des luttes comme force motrice et dirigeante.

**Yvan Lemaitre**



N'hésitez pas à diffuser  
et faire circuler **débat***militant*. Merci.